

Système social traditionnel et marché moderne chez les exploitants philippins à Bohol

Atsushi MIURA*

Aux Philippines, comme dans d'autres pays en voie de développement, malgré la politique agricole de modernisation, la petite paysannerie subsiste encore de nos jours. Cet essai cherche à mettre en évidence la persistance du système social traditionnel dissimulé dans les institutions modernes qui permet aux paysans de maintenir la petite paysannerie, sans oublier des problèmes inhérents à cette situation. Pour cet objectif la stratégie de l'exploitation agricole ainsi que la gestion d'une coopérative de crédit seront analysées à travers les données recueillies dans un village de la province de Bohol dans la région du Visaya Central (Région VII) au milieu de l'archipel de 2003 à 2005.

Mots-clés : Philippines, petite paysannerie, exploitation familiale, coopérative de crédit, système social traditionnel

1. Introduction

Aux Philippines, comme dans d'autres pays en voie de développement, les gouvernements successifs cherchent à moderniser l'économie rurale depuis le temps colonial. Et, depuis l'indépendance de 1946, le gouvernement philippin encourage les paysans à investir dans la production agricole en introduisant la Révolution Verte, de sorte que le milieu rural subit, plus qu'au temps antérieur, une grande transformation avec l'expansion de l'économie monétaire. Pourtant, la petite paysannerie subsiste encore de nos jours, malgré l'effort du gouvernement pour intégrer la vie rurale dans l'économie du marché à travers la « modernisation » de l'agriculture.

Pourquoi et comment la petite paysannerie subsiste-t-elle dans ce milieu rural philippin de plus en plus globalisant ? Dans cet essai, nous allons mettre en évidence la persistance du système social traditionnel dissimulé dans les institutions modernes, ainsi que des problèmes inhérents à cette situation, à travers l'étude de cas recueillis dans un village de la province de Bohol dans la région du Visaya Central au milieu de l'archipel de 2003 à 2005.

2. Traits généraux de l'agriculture aux Philippines

Malgré la croissance économique récente aux Philippines qui atteint 3 - 4 % par an cette dernière décennie, près d'un tiers des Philippines vivent toujours de l'agriculture, dont les caractéristiques

* Professeur, Ecole des sciences humaines et sociales, Université de Saitama (Japon). anthropologie culturelle.

Table 1. Situation économique de la République des Philippines

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB milliards USD	86,90	98,80	122,21	149,36	173,60	168,22	199,59	224,75	250,27
PIB per capita USD - PPP	2.957,18	3.041,06	3.143,89	3.295,00	3.375,03	3.357,50	3.553,50	3.629,90	3.802,99
Population agricole (%)	36	36	35	35	35	33	33	32	
Production agricole en PIB (%)	13	12	12	13	13	12	13	12	
GINI (%)		44			43			46	

source : Banque Mondiale

Table 2. Situation des coopératives aux Philippines (2011)

Région	Coopératives enregistrées	Rapports financiers soumis	Coopératives en opération	Coopératives sans opération	Coopératives dissoutes	Coopératives annulées	Taux d'opération (%)
total-Luzon	38,296	5,079	14,424	10,047	8,229	5,596	37.7
total-Visaya	9,777	1,755	3,973	3,312	2,134	358	40.6
total-Mindanao	20,849	1,474	10,158	9,061	1,362	268	48.7
NCR (Manila)	4,989	1,035	1,738	990	0	2,261	34.8
total-non NCR	63,933	7,268	26,817	21,430	11,725	3,961	41.9
Région VII	2,848	648	1,397	1,377	0	74	49.1
total	68,922	8,303	28,555	22,420	11,725	6,222	41.4

Source : Cooperative Development Authority

s'enracinent profondément dans son histoire.

Avant la colonisation, les peuples de l'archipel vivaient de l'horticulture sous un système politique de chefferie. Avec l'arrivée des Espagnols se développèrent des *haciendas* et la culture de plantation. Sous la domination des *hacenderos*, les paysans pauvres locaux cultivaient soit la terre de leurs patrons espagnols soit leurs petits lopins de terre affectés. Dans ce système, les colons espagnols, prescrits dans l'enclave des colons à Manille, délèguèrent le contrôle des *haciendas* aux *inquilinos* qui étaient en fait chefs locaux traditionnels et des commerçants immigrés chinois. Par conséquent, ces chefs traditionnels ainsi que les commerçants chinois devinrent grands propriétaires (Corpuz, 1997: 59-60). Quand les Américains colonisèrent l'archipel en 1898, le gouvernement voulait intégrer les paysans philippins dans le marché globalisant, et incita le développement des coopératives de crédit afin d'encourager l'investissement dans la production agricole. Tout en éliminant les *hacenderos* espagnols, les Américains favorisèrent des chefs indigènes et des immigrés chinois à se faire la classe terrienne. Après l'indépendance, le gouvernement a maintenu la politique de modernisation agricole, et introduisit la Révolution Verte.

Mais la politique de modernisation de l'économie rurale n'a fait qu'intensifier la disparité économique entre la classe terrienne et la classe paysanne, sans vraiment développer la production agricole (voir Table 1). De plus, la politique de développement des coopératives n'a jamais réussi, beaucoup de coopératives finissant par être inactives (voir Table 2). La situation n'a pas changé jusqu'à nos jours, malgré la dynamique de la politique nationale ; la plupart des petits paysans continuent à pratiquer l'agriculture vivrière tandis que les grands propriétaires terriens ont adopté l'agriculture moderne et capitaliste.

3. Site de recherches, Bohol

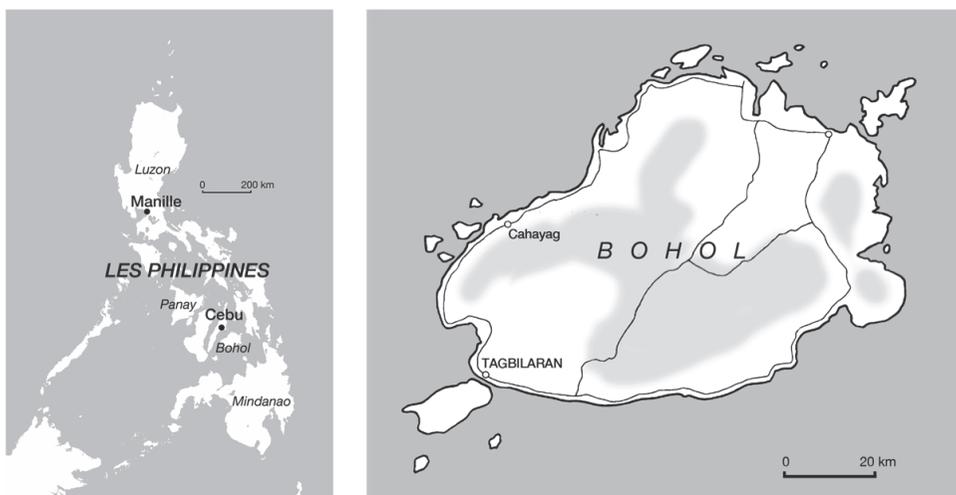
La province de Bohol se trouve au milieu de l'archipel philippin, dans la Région de Visaya Central¹. La province se compose de l'île principale de 4,100 km² et de petites îles qui s'y attachent, dont la population totale compte 1 230 000 habitants en 2014. L'île de Bohol est de forme ovale : une route nationale longe l'île le long de la côte, servant d'axe principal de transport et de l'économie régionale. Par contre, l'intérieur de l'île, doté d'une série des collines boisées, se caractérise par son retard économique. La province reste essentiellement rurale : l'agriculture, la pêche et les industries agroalimentaires sont les activités principales. De cet effet, le niveau économique de la province reste peu élevé, et le coefficient GINI est à 51 alors que, au niveau national, il atteint 46 en 2003. La pauvreté touche surtout l'intérieur de l'île, et y nourrit des activités terroristes du New People's Army, l'aire militaire du Parti Communiste Philippin², mais dont les *guerriers* ne sont pas pour l'idéologie mais pour s'affirmer contre la pauvreté qu'ils envisagent.

Le village étudié, Barangay Cahayag, se trouve sur la côte nord-ouest de l'île. Près du village, il y a une petite ville du port où il y a une liaison maritime directe à la grande ville de Cebu, de sorte que les habitants du village visitent souvent cette ville.

Les habitants distinguent trois classes économiques dans le village : la classe des entrepreneurs riches, la classe moyenne, et la classe paysanne la plus pauvre. Les riches et les autres ne se fréquentent pas dans la vie quotidienne, bien que les riches soient souvent des personnages politiques importants dans le village. Les gens de la classe moyenne sont d'origine paysanne, ils ont monté dans l'échelle sociale en raison de leur travail dans les pays étrangers ou au gouvernement.

¹ Au temps colonial, Bohol était le théâtre de deux révoltes antiespagnoles ; la révolte de Tamblot (1621-1622) et celle de Dagohoy (1744-1829). Si la première était dotée d'un caractère antichrétien, la deuxième était plutôt soulèvement anticolonial. Surtout le chef local Dagohoy libéra la province pour 75 ans, et ainsi y empêcha l'établissement des haciendas et des missionnaires. Cette histoire apparaît ironique, car c'était aussi à Bohol que Legazpi, le premier *commandero* espagnol de l'archipel, concrétisa la première alliance hispano-philippine avec un chef local, Si Katuna, en 1565.

² Le Parti Communiste Philippin fut fondé en 1969, mais non sans prédécesseurs. Pendant la deuxième guerre mondiale, sous le régime militaire japonais, une organisation de résistance antijaponaise, *Hukbalahap*, fut fondée au Luzon Central, et vite développa les réseaux au niveau national. Après le retrait des Japonais, cette organisation resta active afin de refuser l'invasion du capitalisme à l'américaine. Sous la Guerre Froide, son activité, conjointement avec des résistances communistes dans d'autres parties de l'Asie de Sud-Est (Indochine, Malaisie, Indonésie) épinglea la stratégie diplomatique des Etats-Unis. Sous l'influence imposante des Américains, le gouvernement philippin réussit à affaiblir *Hukbalahap* durant les années 1950. Pourtant, la politique pro-américaine creusa la disparité économique dans le pays. Ainsi, un nouveau parti anticapitaliste, Parti Communiste Philippin, fut fondé par un professeur de l'économie, et New People's Army (NPA) comme son aile militaire. Adoptant la stratégie maoïste, des soldats du NPA s'activent sans direction centrale du parti, et cela en fait non pas pour l'idéologie mais pour la contestation contre la pauvreté. La province de Bohol était un de ces fiefs puissants, ce qui témoigne la pauvreté significative, surtout à l'intérieur de l'île. Ainsi, à Bohol, surtout quand le gouvernement avance la réforme foncière tout en définissant les propriétaires des terrains vagues, les petits paysans, usufruitiers coutumiers de ces terrains, étaient obligés de s'évacuer. Par conséquent, ces paysans se lancèrent au terrorisme en se faisant les soldats du NPA (Urich, 2003: 172-173).



Tous les paysans sont métayers, et cultivent le riz, les primeurs, et les arbres fruitiers. Les propriétaires de leurs terres étaient des étrangers habitant dans leurs pays. Alors que le loyer est juridiquement limité à un quart des produits (calculé en espèce), les paysans paient parfois plus qu'un quart, et jusqu'à la moitié de la production. Dans ce processus, les propriétaires qui habitent à l'écart, n'interviennent pas à la production. Les terres cultivées des métayers sont héritées au sein de la famille selon le principe de l'héritage égalitaire. Depuis le début du 20^{ème} siècle, les classes dirigeantes ont ramassé de grandes surfaces des terres entre leurs mains, par l'enregistrement des terres suivant le système Torrens³. Pourtant, en raison de l'héritage égalitaire, leurs terres se sont morcelées au cours du temps. Dans le village, il y a un petit système d'irrigation, et certains paysans possèdent des puits et des motopompes. Mais en majorité, les rizières et les champs dépendent de la pluie. La province a une bonne réputation pour la qualité de son riz, et les gens ne s'intéressent pas au riz importé qui, toutefois, se vendait à la moitié du prix du riz local. Pourtant, en raison de la structure oligarchique des filières du riz, où deux grandes entreprises locales, *Marcela* et *Bohol Quality*, tous deux chapeautés des familles d'origine chinoise, monopolisent à la fois l'approvisionnement de l'intrant et la vente du riz, le commerce du riz n'est pas rentable pour les paysans⁴. De ce fait, ils produisent du riz principalement pour l'autoconsommation. En principe, après l'introduction de la Révolution Verte, les paysans introduisirent des variétés modernes qui nécessitaient des produits chimiques qu'ils achetèrent de ces

³ Sous la domination américaine, le gouvernement introduisit au pays le système Torrens afin de bien définir les propriétaires des terres. Pourtant, ce système demandait aux paysans de savoir établir des documents fonciers en anglais. Et c'étaient seulement les membres de la classe dirigeante qui savaient lire l'anglais. Ainsi, les petits paysans étaient exclus de l'enregistrement des terres.

⁴ Les Philippines sont connues pour son économie oligarchique : des grands clans issus de la classe d'*inquirinos* au temps coloniale dominent la scène à la fois politique et économique. Et, surtout au temps de Président Marcos (1965-1987), qui imposait un régime dictatorial, le dictateur favorisait les proches amis, appelés *Clonies*, dans sa politique du développement. Ainsi se renforça les grands clans au niveau national. Pourtant, la province de Bohol en est l'exception : les grands clans nationaux ne peuvent pas pénétrer dans la province, et les clans locaux continuent à dominer la politique et l'économie de la province.

entreprises ; la productivité va jusqu'à 3 ou 4 tonnes par hectare, et, en moyenne, il suffit de cultiver 3 ou 4 hectares pour subvenir au besoin en riz d'une famille de 5 ou 6 personnes. Par contre, les produits maraîchers et fruitiers sont vendus soit aux marchés locaux soit aux commerçants de gros.

La plupart des familles paysannes sont nucléaires, souvent matrilocale. Le lien de parenté est fondé sur le principe cognatique et l'héritage se fait d'une manière égalitaire. Ainsi, les liens de parenté s'enchaînent horizontalement d'une famille à l'autre, formant un réseau de parentèle. Dans la même parentèle, il peut y avoir des familles riches et des familles démunies en même temps. Il est à règle de s'entraider au sein des parentèles. L'immigration et l'émigration sont fréquentes dans la région, mais la solidarité familiale reste très forte.

4. Caractères généraux de la paysannerie à Bohol

Comment les paysans pauvres vivent-ils dans la vie quotidienne ? Nous avons mené l'interview auprès des paysans du village, dont 6 d'entre eux sont caractérisés dans la Table 3A-3B. Chaque famille a sa particularité, mais la table montre aussi certains caractères significatifs, qui nous permet de désigner cette agriculture comme « petite paysannerie familiale » : leur exploitation se fonde sur la main-d'œuvre et le patrimoine familial, sans chercher l'accumulation du capital. Mais, cette situation signifie aussi que les paysans vivent dans une situation précaire à des degrés différents.

La table montre l'insuffisance de la superficie cultivée par chaque paysan pour nourrir sa famille. De plus, leur revenu annuel reste très modeste : alors qu'ils disent qu'il leur faut au minimum 100 PHP (environ 2 USD en 2003) par jour pour vivre, soit 36.000 PHP par an, la plupart d'entre eux gagnent de 30.000 à 50.000 PHP. Avec ce montant, la vie rurale reste d'autant plus précaire que la vie paysanne envisage toujours non seulement le changement climatique, la fluctuation des prix des produits agricoles, ainsi que les dépenses liées à la maladie ou à tout autre imprévu.

Pour faire face à ces risques, ils cherchent à diversifier leurs activités économiques de trois manières. Premièrement, ils choisissent des produits maraîchers qui réduisent les risques. Ainsi, ils préfèrent produire, par exemple, de l'oignon parce que l'on peut en récolter durant plusieurs mois, ce qui leur permet de niveler le profit pendant des mois; par contre, la production du riz est vulnérable face au changement climatique parce qu'on en récolte que deux fois par an, à des périodes précises, en novembre et en mars. Deuxièmement, chaque membre de la famille paysanne exerce plusieurs activités économiques. A côté du travail aux champs, ils pratiquent l'élevage de porcs (les porcs, indispensables pour les fêtes, peuvent se vendre chers)⁵, le transport en commun tel le tricycle⁶, ou du travail dans

⁵ La plupart d'habitants étant catholique, le culte du saint-patron est important dans les villages. Le saint-patron de la province étant Saint-Isidore, saint-patron des paysans, on fête son anniversaire au mois de mai. A la fête, chaque famille prépare des plats festifs, et les amis, les voisins, et les parents visitent entre eux. Parmi les plats festifs, le porc entier grillé (*lechon baboy*) est le plus important et le plus apprécié, et donc indispensable.

Table 3A. Economie domestique des familles étudiées (2003-2004)

Chef de famille (âge)	Antonio (62)	Bienvenido (68)	Carlos (61)
Membres de famille (âge) co-résidents	femme 1 petit-fils (paysan)	femme 1 fis (chômeur)	femme 2 fils (écoliers)
Membres de famille habitant ailleurs	1 fille (Manille) femme de ménage 5 fils (Tagbilaran) travailleurs salariés 1 fis (Brgy C.) paysan	3 belles-sœurs (Brgy C.) paysannes 1 beau-frère (Leyte) 3 frères / sœurs (autres Brgy) paysan 1 frère (Davao) travailleur salarié	3 sœurs (Brgy C) 5 frères / sœurs (Mindanao) 1 sœur (Arabie Saoudite)
Maison	bambou, nipa	Briques en béton, nipa (partiellement cassé)	Briques en béton, bois
Revenu annuel (PHP)	54,400	25,400	43,000
Sources de revenu	culture menuiserie artisanale maire du village	culture (riz, noix de coco) élevage de porcs conseiller villageois	culture (riz, aubergine, mangue, soja)
Terre en possession	1 ha.	2 ha.	-
Terre en métayage	2 ha.	2.5 ha.	2.5 ha.
Empruntés à	coopérative	Prêteur privé	Proches parents
Motifs pour les emprunts	culture	hospitalisation (coopérative ayant refusé)	Besoins quotidiens
Expérience de travail	Ouvrier agricole (Mindanao) menuisier (Mindanao) conseiller villageois	Chauffeur du tricycle Conseiller villageois	Chauffeur du tricycle Ouvrier agricole (Bicol)

Table 3B. Economie domestique des familles étudiées (2003-2004)

Chef de famille (âge)	Dionisio (56)	Emilio (56)	Felix (74)
Membres de famille (âge) co-résidents	femme 1 fils (marin) 1 fils (écolier) 1 belle-fille (femme de ménage)	femme 3 fils / filles (paysans) 1 belle-fille	femme
Membres de famille habitant ailleurs	1 fille (Cotabato) travailleur salarié 1 fils (marin) 1 fils (Tagbilaran) ingénieur	8 frères / sœurs (Bohol) paysans 1 sœur (Mindanao) paysan 1 belle-sœur (Brgy C.) 2. frère / sœur (Manille) travailleur salarié 1 fille (Brgy C.)	1 fille (Manille) femme de ménage 2 fils (Bohol) paysans
Maison	Brique en béton	bois, bambou, nipa	bois, bambou, nipa
Revenu annuel (PHP)	65,000	32,000	36,000
Sources de revenu	culture (riz, aubergine, melon, pastèque) location d'un carabao eau d'un puits	culture (riz, maïs, noix de coco, mangue, banane) production du vin de coco	culture (riz, noix de coco)
Terre en possession	-	-	-
Terre en métayage	3 ha.	2.4 ha.	2.5 ha.
Empruntés à	Proches parents	Prêteur privé	
Motifs pour les emprunts	Besoins quotidiens (coopérative ayant refusé)	Production du vin de coco (coopérative ayant refusé)	
Expérience de travail		Travailleur salarié (Manille)	Conseiller villageois

Source : Données basées sur l'interview à Barangay Cahayag, complétées par les données de l'enquête des ménages réalisée par Bohol Local Development Foundation.

de petits commerces. Il y en a qui exercent des métiers artisanaux. Parfois, ils vont travailler dans des villes ou des pays étrangers. Troisièmement, s'il y a plusieurs enfants, quelques-uns travaillent dans les

⁶ Le « tricycle » est un véhicule typique des Philippines. C'est une moto à 50cc avec des sièges attachés à côté pour transporter des passagers (au maximum 5 ou 6 passagers). Il sert au transport commun pour le déplacement d'une petite distance. Dans les villes, les tricycles jouent un rôle de taxis, et, dans les zones rurales, ils servent comme petits autobus.

villes ou dans des pays étrangers, tantôt comme salariés tantôt comme ouvrier agricole tantôt comme artisan. Dans tous les cas, ces différentes ressources monétaires rendent efficace l'entraide au sein de la famille.

Ainsi, l'importance de la famille s'observe non seulement dans l'usage des terres familiales et de la main-d'œuvre familiale, mais aussi dans la circulation des ressources économiques au sein de la famille, de sorte que la famille se comporte comme une banque. Mais, à la différence des vraies banques, la « banque familiale » ne demande ni d'intérêt ni le paiement à date précise, mais elle se base sur le principe de la « réciprocité généralisée ». Avec les liens de parentèle cognatique, cette circulation de ressources monétaires ne se limite pas à un cercle bien fermé.

5. Fonctionnement des coopératives

Pourtant, quand la famille envisage une dépense extraordinaire pour le besoin de l'investissement ou pour la nécessité quotidienne, on a le recours souvent à des crédits non familiaux. Ce sont des prêteurs privés et des coopératives de crédit. Les crédits privés sont à taux d'intérêt très élevé (parfois plus de 10 - 15 % par mois), mais en même temps, ils soutiennent les paysans grâce à l'application flexible des termes du contrat. Le crédit coopératif est à taux d'intérêt modéré, à 24 % par an ; mais les paysans ne peuvent pas négocier pour le changement de la condition de paiement, d'où la colère des paysans.

Au village (*barangay*) de Cahayag, des paysans et des petits commerçants fondèrent une coopérative de crédit pour éviter d'avoir recours aux prêteurs privés en 1989. En 2003, elle avait plus de 1.000 adhérents, la plupart étant paysans d'alentours. Mais cette coopérative fit en faillite en 2005. Au sein de la coopérative, les paysans accusaient la direction d'avoir volé leur argent, tandis que la direction accusait les paysans qu'ils avaient volé l'argent de la coopérative. L'examen des documents financiers (Tables 4 et 5) révèle que les deux accusations étaient vraies : souvent les membres ne s'acquittaient pas les prêts comme il fallait, et le personnel de la coopérative parfois confisquait les fonds coopératifs sous prétexte de prêts provisoires et informels (qui ne seraient jamais remboursés) ou de l'augmentation des salaires ou des honoraires. La coopérative refusait parfois d'accorder le crédit à des membres pour le manque de garantie, ce qui aggravait la méfiance des paysans.

Le taux élevé des prêts non remboursés et la confiscation du fonds coopératif s'observent aussi dans d'autres coopératives, et ils sont sans doute les deux causes majeures de la faillite des coopératives rurales aux Philippines, depuis leurs premières apparitions aux archipels. En effet, aux Philippines, depuis la première tentative de création des coopératives rurales au début du 20^{ème} siècle, la politique du développement coopératif envisage l'échec chronique ; presque toutes les coopératives ont tombé en faillite. Les spécialistes des coopératives parlent de manque de discipline des membres et du personnel, l'insuffisance de la capitalisation, et, enfin, le manque de la faculté du management du

personnel des coopératives. Mais ces explications ne sont pas convaincantes. Premièrement, dans la vie courante, les paysans se conduisent toujours avec une certaine discipline, et d'autres associations telles que l'association funéraire et l'association de tontine fonctionnent parfaitement. Ainsi, s'ils commettent des délinquances, il y aurait des causes ailleurs. Deuxièmement, l'insuffisance de la capitalisation devrait être plutôt le point du départ du développement coopératif. En effet, si les paysans ont besoin des coopératives, c'est parce qu'il leur manque du capital suffisant. Ainsi, la capitalisation insuffisante était, depuis le début, la condition inévitable que le plan de coopérative devait avant tout tenir en considération ; donc, c'est par la faute du plan inadapté, et non pas par celle de l'insuffisance elle-même que les coopératives tombe en faillite. Troisièmement, le manque de faculté du management chez les paysans était également, depuis le début, évident, parce que la plupart d'entre eux n'ont pas d'éducation suffisante (à Bohol, beaucoup d'enfants quittent l'école primaire avant qu'ils finissent leurs études). Ainsi, de même que la capitalisation insuffisante, ce n'est pas la faute des paysans mais celle du plan.

Alors, pourquoi les paysans deviennent-ils délinquants dans les coopératives, bien qu'ils se

Table 4. Bilan financier de la Coopérative à but multiple de Cahayag

	1996	1997	1998	2000	2001	2002
Actifs courants						
liquide en main	84 095,35	173 122,31	87 178,29	179 541,71	166 831,68	51 607,11
liquide en banque	53 059,42	39 772,34	142 932,8	105 436,28	94 254,14	74 347,31
prêts à recevoir	4 654 260,23	4 910 900,31	5 508 655,56	6 708 596,45	6 956 502,36	6 954 520,00
avance de fonds	7 615,35	27 357,35	54 862,95	31 963,80	70 278,30	98 391,80
autres	89 976,20	92 471,76	122 506,96	141 675,61	234 963,35	141 326,30
Total Actifs courants	4 889 006,55	7 320 192,52	5 243 624,07	5 916 136,53	7 167 213,85	7 522 829,83
Total Immobilisations	121 316,61	335 819,98	143 209,50	148 737,52	578 738,56	304 544,20
TOTAL Actifs	5 010 323,16	7 656 012,50	5 389 743,64	6 067 784,12	7 346 750,61	7 868 294,10
Passifs						
emprunts payable - courant	3 399 063,00	3 358 115,31	3 892 845,31	4 506 559,48	2 298 857,52	2 358 207,23
emprunts payable - non courant					2 540 883,69	2 540 883,69
autres	48 608,19	281 506,63	345 110,48	866 334,70	1 010 188,00	757 777,58
Total Passifs	3 447 671,19	5 656 868,50	3 639 621,94	4 237 955,79	5 372 894,18	5 849 929,21
Equité						
capital partagé	1 181 262,92	1 625 822,80	1 717 574,89	1 775 258,95	1 824 062,17	1 808 675,90
fonds	381 389,05	124 299,20	112 253,44	198 597,48	194 302,62	190 468,10
Total Equité	1 562 651,97	1 999 144,00	1 750 122,00	1 829 828,33	1 973 856,43	2 018 364,89
TOTAL Passif et équité	5 010 323,16	7 656 012,50	5 389 743,64	6 067 784,12	7 346 750,61	7 868 294,10

Source : Cahayag Multi-Purpose Cooperative Audit Report

Table 5. Déclaration des revenus de la Coopérative à but multiple de Cahayag

	199	1997	1998	2000	2001	2002
Ventes	1 572 834,14	814 548,83	1 934 584,00	4 085 435,48	1 495 046,86	1 718 821,16
Coût de ventes	1 418 980,42	765 303,33	1 947 080,79	4 016 369,04	1 392 887,22	1 639 045,29
Economies brutes sur les ventes	153 853,72	79 775,87	49 245,50	-12 496,79	69 066,44	102 159,64
Frais	396 918,74	666 225,83	489 529,84	521 819,19	471 174,99	635 144,51
salaires	234 790,59	344 837,75	350 542,00	311 674,90	339 708,10	302 078,35
honoraire des officiers	8 600,00	14 725,00	13 067,00	10 600,00	22 900,00	97 597,00
dépr./amort./prévision pertes	8 690,22	22 496,16	34 304,88	78 844,45	101 687,29	123 339,54
autres	144 837,93	107 470,93	123 905,31	70 055,64	170 849,12	143 210,94
Eparque brute	-243 065,02	-586 449,96	-440 284,34	-534 315,98	-402 108,55	-532 984,87
Revenus additionnel	696 922,33	686 576,85	834 715,41	735 393,54	610 945,60	655 240,25
intérêts s/ les revenus et les prêts	488 602,20	678 312,22	582 296,78	432 735,86	436 667,68	452 325,54
autres	208 320,13	156 403,19	153 096,76	178 209,74	218 572,57	234 251,31
Coûts additionnel	191 034,87	92 915,44	294 999,14	183 174,50	147 990,69	96 052,06
intérêt sur les emprunts	185 742,87	220 149,14	164 489,50	128 457,69	73 552,06	69 038,73
autres	5 292,00	74 850,00	18 685,00	19 533,00	22 500,00	23 876,71
Rénéficés actuels	262 822,44	7 211,45	166 796,93	17 903,06	60 846,36	26 203,32
Pertes temporaires	973,00	1 950,00	250,00	1 160,00	1 950,00	9 740,12
Economies nettes	261 849,44	166 546,93	16 743,06	58 896,36	16 463,00	5 261,45

Source : Cahayag Multi-Purpose Cooperative Audit Report

conduisent d'une manière morale dans d'autres situations ? La clé pour comprendre l'attitude paysanne est le fait que dans la gestion de ces coopératives, les fonds des coopératives dépendent largement des prêts gouvernementaux ; le montant de ces prêts est 3 ou 4 fois plus important que le fonds coopératif (c'est-à-dire, le capital constitué par la cotisation des membres). Les membres et le personnel « louent » de l'argent provenant de ces fonds, mais cela sans rembourser. Ceci dit, la coopérative joue un rôle de canal qui amène des ressources monétaires gouvernementales aux paysans. Si les paysans ne remboursent pas leurs prêts, et si le personnel consomme abusivement le fonds coopératif, c'est parce qu'ils pensent que le gouvernement le leur a donné généreusement. Et ce système du financement ressemble bien au système de la politique traditionnelle.

Avant la colonisation, les communautés rurales des peuples philippins, comme les montrent des études historiques telles Scott (1994 : 167-170), se divisaient en trois classes : nobles, roturiers, et esclaves. La relation entre les classes était caractérisée par un type de clientélisme où le fondement du pouvoir politique du chef (noble) provenait du soutien des roturiers et des esclaves dans la communauté ; ainsi, pour les attirer, le chef politique cherchait à protéger la vie de ses hommes et leur donnait des biens qu'il obtenait à travers le commerce interrégional. Plus le chef obtient ses partisans, plus il obtient un pouvoir mystique qui attire encore plus de gens pour le suivre. Ce pouvoir mystique, imaginé dans la culture sud-est asiatique, se renforçait par la pratique ascétique et généreuse ainsi que sa relation avec les esprits de terre (Borchgrevinck, 2003 : 55). Basé sur ce pouvoir mystique, le chef arrangeait aussi l'utilisation des terres dans sa communauté, alors qu'il ne les possédait pas. En contrepartie, les paysans lui apportaient des tributs et le soutenaient lors de la guerre. Si le chef ne leur avait accordé ni protection ni cadeau, ses hommes se seraient enfuis dans la forêt dense pour chercher de nouveaux chefs. Dans ce système, dont les sociétés sud-est asiatiques partagent largement les caractéristiques principales, la relation hiérarchique apparaît comme celle de coopération, tandis que la relation horizontale celle de rivalité (Reid, 1983 : 7). Ce système politique contribuait à minimiser le risque auquel étaient confrontés les paysans qui vivaient dans une économie de subsistance. En conséquence, le chef apparaissait comme le bien public de sa communauté.

Avec l'introduction de l'économie monétaire au 19^{ème} siècle, ces chefs politiques se transformèrent en grands propriétaires terriens (Kerkvriet, 1990 : 57), mais le rôle des chefs politiques restait toujours le même que celui de l'époque antérieure : pour être chef politique, il fallait donner au peuple des biens et le protéger. Même aujourd'hui, ce mécanisme fonctionne : l'achat de voix leur est chose naturelle, quoique illégal, et les chefs politiques favorisent toujours économiquement et politiquement leurs partisans pour garder leur faction puissante.

Il en est de même pour les coopératives : les paysans pensent qu'il est naturel que le gouvernement, nouveau chef politique, leur offre des soutiens monétaires sans qu'il exige d'eux le remboursement. Tout en se faisant courtiers, les leaders des coopératives deviennent aussi des agents importants sur la scène de la politique locale, en donnant à leurs membres l'occasion de l'accès au

financement du gouvernement. Ainsi, bien qu'en terme de gestion moderne, la plupart des coopératives font faillite, elles fonctionnent bien en terme de politique traditionnelle.

6. Système traditionnel dans le marché globalisant

Par conséquent, force est de constater que, malgré l'apparence moderne, la paysannerie à Bohol est dotée d'un caractère traditionnel. L'exploitation agricole se fonde à la fois sur la production de subsistance du riz ainsi que sur la production marchande des primeurs, combinée à des activités économiques auxiliaires. La situation apparaît plus ou moins contradictoire, car, depuis le 19^{ème} siècle et surtout après les années 1950, le système économique est graduellement devenu celui de marché. Dans le système moderne d'agriculture, l'exploitation agricole a besoin d'investissement monétaire pour s'approvisionner des intrants industriellement produits, et la famille paysanne a besoin de ressource monétaire tout en vendant ses produits pour subvenir aux besoins quotidiens. Mais, malgré le changement du système économique, la petite paysannerie subsiste. Pourquoi la petite paysannerie peut-elle subsister même dans l'économie moderne ?

Le maintien de la petite paysannerie est directement lié à la fois au système social traditionnel de production qui minimise le risque du marché agricole, et à la diversification de ressources au sein de la famille qui leur permet d'avoir des revenus monétaires complémentaires. Par contre, les moyens modernes de financement à travers le marché telles les banques et les coopératives de crédit, sont moins avantageux que ne le sont les moyens traditionnels, d'autant plus que les premiers amplifient le risque chez les paysans tout en négligeant l'incertitude de la vie paysanne. En effet, la norme formelle du crédit moderne de s'acquitter des prêts exactement avant la date désignée avec des intérêts précis, peut détériorer l'économie domestique paysanne qui traverse les crises causées soit par la calamité climatique soit par la caprice du marché.

Dans cette situation, le système social fondé sur l'assistance mutuelle familiale et la coopération hiérarchique parfois dissimulée dans les organisations coopératives, joue un rôle primordial tout en récompensant le risque inhérent à la vie des paysans. En effet, dans ce système, le créancier ne demande pas l'acquittement des dettes au détriment de la vie paysanne en crise, pour peu que les paysans ne perdent leur confiance auprès du créancier, et donc ne négligent la position sociale du créancier comme élite dans la communauté locale. A côté paysan, ce système traditionnel garantit donc la stabilisation de la vie précaire.

Pourtant, cette situation amène une contradiction dans le fonctionnement des relations politico-économiques. Le système social traditionnel valorise la relation clientéliste de coopération entre les chefs politiques et les paysans. Pourtant, ces chefs s'allient avec des entreprises locales oligarchiques qui, à leur tour, exploitent les paysans tout en renforçant leur contrôle de la filière des produits agricoles et de l'approvisionnement. Aujourd'hui, après la diffusion du régime de propriété privée et de la

Révolution Verte, pour obtenir le pouvoir, on a moins besoin de soutien du peuple que de biens et de capital en main. Dans cette situation, les paysans se désintéressent de l'agriculture marchande, parce qu'elle ne peut que déstabiliser leur vie quotidienne sans fournir les besoins. Tant que l'économie domestique paysanne se fonde sur des ressources multiples, qu'elles soient traditionnelles ou modernes, la vie paysanne pourrait rester plus ou moins stable.

7. Conclusion

Pourquoi les paysans entretiennent-ils ce système traditionnel ? C'est tout d'abord parce que le système de marché ne leur garantit pas la stabilité d'une vie quotidienne faite d'incertitude. Alors que la finance informelle facilite la négociation post-contractuelle, la finance formelle des coopératives exige l'observation stricte des termes du contrat. Également, face à la monopolisation des filières en aval qui dégenère le système de marché, les paysans produisent du riz pour leur consommation afin de stabiliser la vie familiale tout en évitant que l'entreprise ne les exploite. Pourtant, ce système n'en pose pas moins de problème. Il peut renforcer le clivage entre les riches et les pauvres, et favorise le développement du clientélisme, voire la corruption.

La situation qu'on a observée dans un village de Bohol, n'est pas un problème spécifique à ce village ou à cette province. On le retrouve partout dans le milieu rural dans l'archipel. Et, par extension, ce système provoque parfois le dysfonctionnement de la politique au niveau national.

Référence

- BORCHGREVINK, Axel (2001) Ideas of Power in the Philippines: Amulets and Sacrifices, *Cultural Dynamics*, 15: 41-69.
- CORPUZ, O. D. (1997) *An Economic History of the Philippines*, University of the Philippines Press.
- KERKVRIET, Benedict (1990) *Everyday Politics in the Philippines: Class and Status Relations in a Central Luzon Village*, University of California Press.
- REID, Anthony (1983) Introduction: Slavery and Bondage in Southeast Asian History, In A. Reid (ed.) *Slavery, Bondage and Dependency in Southeast Asia*, University of Queensland Press.
- SCOTT, William Henry, (1994) Prehispanic Filipino Concepts of Land Rights, *Philippine Quarterly of Culture and Society*, 22(2): 165-173.
- URICH, Peter (2003) Land Tenure History, Insurgency, and Social Forestry in Bohol, *Philippine Quarterly of Culture and Society*, 31(2): 156-181.